

le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS	
FRANCE	STRANGER
Un an ... 30 fr	Un an ... 412 fr.
Six mois ... 40 fr	Six mois ... 56 fr.
Trois mois ... 20 fr	Trois mois ... 28 fr.
Cheque postal	Delecourt 691-12

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre Paris (1^e)

AVEU FORMEL Piteuse explication

Des anarchistes disent, disent encore, disent toujours que les travailleurs doivent fuir la politique comme la peste et considérer les politiciens comme des charlatans et des imposteurs.

Il n'est pas de jour qui, ici ou ailleurs, ne vienne donner raison aux anarchistes et ajouter à la solidité de leur doctrine antigouvernementale.

L'attitude des journaux qui soutiennent la politique de M. Herriot est, à cet égard, on ne peut plus significative.

Que disent les journaux ?

Ceci : « On reproche au démocrate Herriot de n'avoir pas donné satisfaction aux millions d'électeurs qui, le 11 mai dernier, l'ont porté au pouvoir et avaient toute leur confiance dans cet homme d'Etat, dans le parti dont il est le chef incontesté et dans le programme d'améliorations et de justice sociale sur lequel une immense majorité s'était affirmée. »

« Il est exact — hélas ! — que le ministère Herriot n'a pas encore tenu les promesses qu'il a faites, ni réalisées les espérances qu'il a faites concernant. »

« Mais ce ne sont ni la bonne volonté ni la fermeté qui lui ont fait défaut et s'il n'est dépendu que de lui de tenir les engagements sacraés qu'il a pris à l'égard de la démocratie française, ce serait chose faite et bien faite. »

« Toutefois, il serait injuste de rendre responsable de ce fait l'homme de la Démocratie, celui que la démocratie soutient et encourage passionnément, parce qu'elle sait avec quelle bonne foi, quel courage, quelle loyauté, avec quelle humanité profonde, il se dévoue à son service. Ce qui est vrai, c'est que le Cartel et le ministère qui en est l'expression, n'ont pu donner au pays les satisfactions qu'ils en attendaient, parce qu'ils ont dû consacrer le principal de leurs efforts à réparer les fautes immenses de la législature antérieure. (Pierre Bertrand, dans le quotidien du 11 janvier 1925.) »

Voilà qui est parler clair.

On trouve dans ce qui précède — si ce n'est pas le langage du seul Quotidien, mais celui de toute la presse gouvernementale — deux choses : 1^e un aveu ; 2^e une excuse ou, si l'on préfère, une explication.

L'aveu est formel et l'explication pittoresque.

Donc, de l'aveu même de ses plus ardents et dévoués défenseurs, le ministère Herriot a déçu la confiance de ses partisans et fait faillite à ses solennels engagements.

Une fois de plus nous en tisons la conclusion que, quels qu'ils soient, les hommes politiques et les partis qui arrivent au pouvoir se foutent comme de leur première chemise de leurs promesses et du corps électoral.

Voyons maintenant l'explication qui, au demeurant, n'est que le redoux aux circonstances atténuantes.

Elle consiste, pour Herriot, à rejeter sur ses prédécesseurs la responsabilité de son impuissance.

Le « truc » n'est pas nouveau ; il est aussi vieux que le jeu des partis. Il n'en est pas moins d'une lamentable indigence.

Eh quoi ? Voici des gens qui ont dit aux électeurs : « Vous êtes mal gouvernés. Le pouvoir est aux mains d'hommes incapables et malhonnêtes. Aidez-nous à les en déposséder. Nous les remplacerons et tout changera. Les abus et scandales dont, justement, vous vous plaignez, cesseront ; les réformes que vous réclamez vainement seront accomplies, et patati et patata... »

Bénets et confiants, les électeurs ont donné leurs suffrages aux candidats dont les lèvres distillaient le miel de ces alléchantes promesses ; les incapables et malhonnêtes ont été chassés du pouvoir. Celui-ci est échoué aux élections et honnêtes du Cartel.

Il y a déjà huit mois de cela. Rien n'est fait et il est désormais certain que rien ne sera fait.

Et bien ! tenons pour valable l'explication fournie par la presse infotisée au ministère Herriot. Faisons au Cartel l'honneur de le croire sur parole et admettons que la réparation des immenses fautes commises par la législature précédente ayant absorbé le principal des efforts du Cartel, pour

cette raison, pour cette unique raison, le Cartel ait été mis dans l'impossibilité de réaliser les réformes promises et imparfaitement attendues.

Il tire deux conséquences : 1^e Ou bien Herriot et ses amis n'ont pas prévu cette circonstance et, dans ce cas, ce sont des « ganaches », ou bien ils ont prévu l'impossibilité à laquelle ils se trouveraient et, alors, pourquoi n'ont-ils pas prévenu les électeurs avant le 11 mai, au lieu d'attendre qu'ils soient dans la nécessité d'en faire l'aveu ?

2^e Pour une raison ou pour une autre, les gouvernements — les capables et les honnêtes, pas plus que les incapables et les malhonnêtes — ne peuvent jamais faire honneur aux engagements qu'ils ont pris.

Malhonnêteté et incomptance des uns, impuissance des autres, pour l'électeur, le résultat reste le même : « Gros Jean comme devant. »

Tout le monde connaît l'aventure de ce farouche combattant qui gravement annonce qu'il a fait un prisonnier.

Et son sergent de lui dire :

« Eh bien ! amène-le ! »

Et le soldat de répondre : « Sergeant je ne puis pas l'amener : il nous tient ! »

« Je ne puis pas l'amener : il me a fait prisonnier le Bloc National. Seulement, quand il s'agit d'annoncer ce lui-ci et de le réduire à l'impuissance, le ton change et, piteux, le Cartel avoue que la chose est impossible, car c'est le Bloc National qui le tient.

SEBASTIEN FAURE.

On joue à la baisse !

Le même jour, à quelques heures de distance on nous « tourneboule » le cerveau en nous prouvant : 1^e par une première statistique, que la vie devient de plus en plus chère et qu'une nouvelle hausse a été constatée en décembre ; 2^e par une seconde statistique, que les denrées deviennent abordables et qu'on peut se procurer du sucre et du café sans trop vider sa bourse... Qui trompe-t-on ? Qui dit la vérité ?

En réalité, on joue avec le consommateur, comme le chat joue avec la souris, on le berne, on le roule, on lui jette de la poudre aux yeux, on le rendrait fou si l'on pouvait.

Le danger, pour les gouvernements, sera qu'il voie trop clair et qu'il se rende compte exactement de la situation.

Dans le royaume des aveugles, les exploiteurs sont rois !

LA TOMBOLA DE LA FÊTE DU « LIBERTAIRE »

Erratum

Une erreur s'est glissée dans les numéros gagnants. Le premier lot, la bicyclette, est bien le numéro 402 ; mais le deuxième est le numéro 612, au lieu de 412.

LE FAIT DU JOUR

Le nom de cet assassin ?

L'histoire est navrante. Elle dépint la mentalité des patrons mieux que les plus violentes diatribes.

Jean Nogre avait dix-sept ans. Elle était chez un de ces patrons rapaces pour qui aucun sentiment n'existe, hors l'amour du bénéfice. Il la soupçonne de lui avoir pris une paire de bas valant cent sous. Elle proteste de son innocence. Il la chasse impitoyablement.

Elle trouve du travail chez un charcutier de la rue de la Gatté. Mais son ex-patron vient la relancer, partout où il peut la joindre.

Excédée par les menaces de cette brute, cravant de perdre sa nouvelle place, la pauvrelette perdit la tête. Elle s'est jetée dans la Seine, au pont de Conflans, à Ivry.

On n'a pas retrouvé son cadavre. Mais dans les objets qu'elle laissa, elle explique le motif de son suicide, et demande pardon à ses parents.

Est-ce que la terre d'Armor va être ébranlée ? Est-ce qu'on va voir danser les menhirs et les dolmens ?

Pavillons inutilisés

On fait tout pour prolonger la crise de l'habitation, qui sévit à l'état aigu.

La ville de Paris a fait construire, à titre d'expérience, quatre pavillons en matériaux légers, rue de Ménilmontant, aux numéros 113 et 115.

Or, les travaux sont terminés depuis plus de deux mois et les pavillons sont encore inhabités.

C'est criminel et inadmissible

DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE D'ORLÉANS

Sadoul est remis en liberté

LA DECLARATION DE L'INCLUSE

C'est hier que Sadoul se présentait devant ses juges militaires.

Le commandant, grand commissaire du gouvernement, prend le premier la parole pour demander un supplément d'information, et Sadoul se lève ensuite pour faire une longue déclaration.

Depuis longtemps, dit-il, j'avais l'intention de revenir en France ; mes amis français et russes m'en ont dissuadé, estimant que la justice militaire française ignorante des choses politiques n'était pas qualifiée pour juger une affaire telle que la mienne.

Sadoul s'engage ensuite à prouver que des faux ont été introduits dans son dossier, qu'aucun original n'y figure, mais seulement des copies.

Le point intéressant de sa déclaration vient ensuite, lorsqu'il aborda la politique guérrière de Lénine et de Trotsky, et les pronostics erronés de M. Noulens. Noulens ne croyait pas à l'avènement d'un gouvernement bolchevique.

IL LAISSA IGNORER CE FAIT CAPITAL QUE, DEPUIS LA REVOLUTION DE NOVEMBRE 1917 JUSQU'EN NOVEMBRE 1918, LENINE ET TROTSKY NE CESSERENT DE DEMANDER À LA FRANCE DES RENFORTS MILITAIRES POUR REPRENDRE LA LUTTE CONTRE L'ALLEMAGNE

C'est ce que nous avions toujours dit, mais nous sommes heureux de voir le capitaine Sadoul prononcer ces paroles. Qu'en dira l'Humanité ?

Sadoul conclut sa déclaration en s'écriant : « Mon seul crime est d'avoir vu clair ! »

Après une courte suspension d'audience, les deux avocats de Sadoul prennent la parole. André Berthon fait remarquer que la France n'a jamais été en état de guerre légal avec la Russie, et que le premier chef d'accusation tombe de lui-même.

M. Flach demande la mise en liberté de son client, et démontre que Sadoul n'ayant pas été touché par l'ordre de rappel, l'accusation de désertion s'effondre de lui-même.

Le conseil de guerre se retire pour délibérer, et revient au bout de vingt-cinq minutes, ordonne un supplément d'enquête et accorde la liberté provisoire à Jacques Sadoul, qui reprendra le train pour Paris dans la soirée.

Le conseil de guerre déclare : « Je crois être un bon communiste, un excellent internationaliste, mais je suis d'abord un Français. »

JACQUES SADOU, devant le conseil de guerre d'Orléans.

On se bat de nouveau en Chine

Nous avons signalé dans le Libertaire d'hier, la nouvelle menace de guerre civile en Chine, par suite du mouvement créé par l'ancien gouverneur du Kiang Sou : Chi Sieh Yuen.

Les tégrammes reçus aujourd'hui annoncent que tous les quartiers indigènes de Shanghai sont maintenant entre ses mains, et que l'on se bat dans la ville.

Toutes les concessions étrangères sont toutes gardées par des fusiliers marins et par des volontaires. Des soldats d'infanterie de marine français ont été également débarqués. Le contraire n'a été éprouvé.

Le navire anglais « Carlisle », qui se trouvait à Wo Hoi Wei, a reçu l'ordre de se diriger sur Shanghai. Voilà qui ne va pas arranger les choses.

En Bretagne, la terre tremble

Depuis quelque temps, l'écorce terrestre a des soubresauts fréquents.

Voici que des grondements sourds, semblant provenir d'un tremblement de terre, ont été perçus à Prest, ce matin, à 6 h. 40.

A une minute d'intervalle, un bruit plus faible a été entendu.

Il y a eu quelques dégâts matériels, mais il n'y a pas eu d'accident de personne.

Le dernier tremblement de terre, à Brest, avait eu lieu le 5 août 1909.

Est-ce que la terre d'Armor va être ébranlée ? Est-ce qu'on va voir danser les menhirs et les dolmens ?

Pavillons inutilisés

On fait tout pour prolonger la crise de l'habitation, qui sévit à l'état aigu.

La ville de Paris a fait construire, à titre d'expérience, quatre pavillons en matériaux légers, rue de Ménilmontant, aux numéros 113 et 115.

Or, les travaux sont terminés depuis plus de deux mois et les pavillons sont encore inhabités.

C'est criminel et inadmissible

L'AFFAIRE DERVAUX

Une volte-face inexplicable

J'attendis le témoin, chez moi, à l'heure fixée le lendemain. Mais Mme Valette ne parut point. Elle envoya une personne à son service me prévenir qu'elle avait eu un accouchement à opérer dans la nuit, qu'elle avait à retourner chez sa cliente et qu'elle ne pouvait se rendre chez M^e Torrès aujourd'hui. Elle me pria de repousser l' entrevue au lendemain, m'assurant qu'elle viendrait.

Rien dans cela ne me paraît normal. L'excuse invoquée était plausible et, malgré un doute sourd qui germa en moi, l'attendis le lendemain, à la même heure, la sage-femme.

Mme Valette se présenta bien le lendemain, mais ce fut pour me signifier son refus catégorique de se rendre auprès de M^e Torrès.

Le changement d'avis était d'autant plus sensationnel que, après avoir sollicité, elle-même, la première, une entrevue avec le défenseur de Dervaux, au lendemain du procès, elle avait insisté trois jours pour l'obtenir. Ayant l'assurance d'être reçue, elle n'avait, durant quarante-huit heures, manifesté aucun désir de s'y dérober.

Et brusquement, la sollicitrice d'autrui se cabre. Elle ne veut plus ce qu'elle avait réclamé quelques jours avant. Elle se fâche même. Elle se plaint d'avoir été attirée dans un traquenard. Or, c'est elle qui m'a demandé, m'ayant fait appeler, de prier M^e Torrès de l'entendre.

De quoi, subitement, Mme Valette a-t-elle donc peur ?

Qui qu'il en soit, il ne fallait plus songer à tirer d'elle quoi que ce fut. Nous ne l'essayâmes pas.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Dans l'enfer de Biribi

Le fait que nous allons citer se passe à la discipline du 1^{er} bataillon d'Afrique, au camp de La Gada (Maroc oriental).

Il émane du camarade Boueyrie, ex-disciplinaire. Laissons-lui la parole :

« Le disciplinaire Lesden, se trouvant sous bonne escorte (comme cela se pratique dans ces lieux de souffrances), était de sortie un dimanche de mai 1918. En rentrant au camp, il fut nommé de garde. Sans rien dire, ce camarade prit son poste. »

« Au bout d'une demi-heure, le sergent Palié, brute alcoolique, vint le trouver et lui dit de cette façon arrogante qui lui était coutumière : « Je vous donne l'ordre formel de prendre votre faction réglementairement !... »

« Lesden, sans mot dire, rectifia la position.

« Quelques instants après, le chaucho revint de nouveau, mais cette fois accompagné du sergent Biaggi, autre brute du même genre, et de nouveau lui réitéra les mêmes ordres. Notre camarade, encore une fois, s'exécute sans mot dire.

« Mais cela ne faisait pas l'affaire des deux tortionnaires qui savaient que Lesden était sous peu libérable.

« Sans un mot, le sergent Palié tire son revolver et par deux fois tire dans la direction du disciplinaire. Par un hasard, tenant du miracle, Lesden n'est pas atteint, mais affole il se précipite dans la direction du camp.

« Alors, la seconde brute, le sergent Biaggi, s'élançait derrière lui et à bout portant l'étendait de deux autres coups de revolver.

« Nous étions plusieurs témoins présents à cet ignoble assassinat mais nous étions tenus en respect et nous ne pouvions rien faire, que de pousser des cris hostiles contre ces bourreaux.

« Ramassé tout sanglant, notre camarade Lesden qui donnait encore signe de vie, fut conduit à l'hôpital de Debodou où, grâce à sa constitution robuste, il put guérir, mais quelques jours après il fut traduit, lui qui n'avait rien fait, qui n'avait pas adressé un mot à ses assassins, devant le conseil de guerre d'Oujda, qui le condamna à dix années de travaux forcés.

« Je fus un des principaux témoins du drame, mais on refusa mon témoignage au conseil de guerre, ainsi que celui de nombreux camarades (dont je tiens les noms à la disposition de qui de droit), craignant que devant nos révélations la peine infligée à Lesden ne fût pas assez forte.

« Ce malheureux, toujours au bagne, était marié et père de deux enfants.

« J'appose ci-dessous ma signature et mon adresse pour qui voudrait me démentir.

« Henri BOUEYRIE,
9, impasse des Couronnes, Paris. »

Voilà, monsieur le général, encore un tout petit assassinat que nous vous prions de transmettre à vos enquêteurs pour, lorsqu'ils seront dans la direction de ce camp, aider leurs petites informations et voir si un des tortionnaires cités plus haut n'a pas de nouveau, depuis, accompli quelques hauts faits d'armes, auquel cas nous vous demanderons de lui décerner une petite décoration quelconque, accompagnée du crachat des honnêtes gens.

Mais voici une lettre qui émane, comme les autres, d'un ancien disciplinaire, et qui nous conte encore les horreurs des camps, les brutalités des gradés, la rage inassouvie de ces gens qui ne peuvent voir des hommes déjà condamnés à la perte de leur liberté sans que, en surplus, ils ne s'acharnent à les frapper, à voir couler le sang, à les martyriser jusqu'à la mort :

« J'ai lu ce matin dans le *Libertaire* la lettre du camarade Mabire. Il a raison. Oui, c'est à nous, qui avons souffert dans ces bagnes, de nous occuper de ceux qui y sont encore, et de faire tout pour les sortir de cet enfer de damnés.

« Tu m'excuseras si je ne m'exprime pas facilement, mon père n'avait pas les moyens de me laisser longtemps à l'école. Arrangez cela mieux que moi.

« Mais je donne ma parole que ce que je raconte est la vérité, et comment le sergent-major Armand est passé *juteux*, au camp de la mort à Zéralda.

« Nous étions montés à Zéralda en juillet 1917, une trentaine de condamnés, avec comme chef-chaucho, le sergent-major Armand. Notre travail consistait à défoncer la terre pour planter de la vigne, travail exténuant, avec comme dans tous les camps une nourriture insuffisante et infecte. Au bout d'un mois nous n'étions plus que dix-huit. Sur les douze parts, trois étaient morts, les autres peuplaient les hôpitaux ou étaient en instance de conseil de guerre.

« Dans ce camp, nous étions privés d'eau pour nos soins de propreté, nous couchions sur le sable sous des maraboutes trouées, qui étaient pleins de vermine et le « Roi du Désert », comme s'intitulait Armand, ne chômait pas avec son nerf de bœuf ; si la tâche journalière n'était pas faite, la cellule, la crapaudine et la privation du manger et du boire étaient les douces punitions du sinistre bandit. La cellule était un trou dans la terre et, comme les fers manquaient, il les avait remplacés par une longue avec laquelle il nous ligotait comme des crapauds.

« Au moins d'août, vingt autres disciplinaires vinrent nous rejoindre. Parmi eux, coïncidence funeste pour lui, se trouvait un pauvre vieux qui s'appelait aussi Armand. Le jour de son arrivée, le « Roi du Désert » lui avait dit en le menaçant de son nerf de bœuf : « Dans ce camp, il ne doit pas y avoir deux Armand. »

« Alors commença pour ce malheureux une véritable vie d'enfer. Chaque jour, pour les motifs les plus futiles, il était frappé, bastonné, mis en cellule ou à la crapaudine, avec privation de sa gamelle. Il resta quatre jours entiers sans nourriture, sans une goutte d'eau, par une chaleur torride. Quelques semaines après, un soir, après une terrible journée où il fut frappé jusqu'au sang, on le trouva mort dans son trou.

« Un autre, nommé Marchal, un tout jeune homme, qui n'avait pas voulu se prêter à ces fantaisies de sadique, subit pendant cinq jours un suorifice inimaginable,

privé pendant tout ce temps de nourriture. Au midi du cinquième jour, le petit lut de mandat gracie, pleurant, criant, suppliant son bourreau de lui donner à manger et à boire.

« Armand lui tendit alors un quart que Marchal, croyant plein d'eau, but avec avidité. Le quart contenait en entier de l'épica. Le soir, le pauvre petit qui poussait des cris affreux était mort. Le sang lui sortait par le bas et par la bouche.

« Voilà, camarades, deux assassins commis sous mes yeux, par le sergent-major Armand, qui commandait le camp de Zéralda. Je pourrais vous donner les noms d'autres témoins de ces faits.

« Pour ma part, j'avais eu un abcès externe, et la saleté était entrée dedans. Il refuse de me soigner, mais un jour il vint avec un chiffon sale qu'il avait trempé dans du sel. Quelle souffrance j'ai endurée, et comme cela était envenimé il m'expédia à l'hôpital de Dénain.

« Camarades, oui c'est un bon moyen, il faut que nous racontions tous ce que nous avons vu dans ces bagnes, ne les laissons plus souffrir. Trop longtemps nous avons abusé, ils nous faut mordre maintenant !

« PIERRE PROUVIER,
17, avenue Sainte-Foy,
Neuilly-sur-Seine. »

Si les enquêteurs du ministre de la guerre manquent de renseignements, en voilà. Mais nous étonnons pas si ces Messieurs trouvent que tout est parfait dans les camps de la mort. Ils n'ont pas d'amis ni d'ennemis dans ces bagnes, et ils préfèrent serrer la main des assassins comme Palié et Armand, que celles des honnêtes gens et des malheureux comme Boueyrie et Prouvier.

Leur mentalité n'est pas la nôtre, et ce n'est pas d'eux que nous devons attendre un heureux dénouement.

Mise au point

Camarade rédacteur,

A la suite des articles « A bas Biribi » parus dans le *Libertaire* de décembre, articles entièrement faux, le citoyen Paves dont le nom figurait au bas de ces articles, m'accuse d'en être l'auteur. Je sais pour quoi.

Chassé du Groupe des Amis de la Vie Ouvrière et du Parti communiste, faisant par trop « abus » du bon beaufjolais dont la nature a doué notre climat, nous avons compris que le citoyen Paves n'était qu'un « rigo » dont tout le monde se servait comme une tête de turc.

Aussi je ne m'étonne pas qu'il m'accuse d'une si grossière imbécillité, car je crois que l'imbécile est à l'Union socialiste-communiste.

Reposo, camarade rédacteur, mon salut fraternel.

CL. DURAND,
Membre du Parti Communiste
(Fédération du Rhône)

N. D. L. R. — Par impartialité, nous pouvons cette mise au point, mais nous arrêtons là cette discussion. Autrement on pourrait dire que les questions de personnalités passent avant le but poursuivi : la disparition de Biribi !

Ils nous prennent pour des enfants...

...Ou des imbéciles, quand ils nous content leurs histoires à dormir debout, que l'âme de l'homme est immortelle ! Or, il ne peut y avoir d'immortel que ce qui n'est jamais né, c'est-à-dire l'infini... ce vide immense dans lequel roulett toutes les planètes !

Et les planètes elles-mêmes ne sont pas immortelles ; elles disparaîtront un jour, y compris leur reine : le soleil ! Et alors, il ne restera plus que : l'infini !

Tout ce qui a commencé finira. L'homme a eu un commencement, il aura une fin.

L'âme de l'homme, qui n'est en somme rien autre chose que sa pensée, son intelligence, cette pauvre chose, souvent noire et crapuleuse, serait-elle un infini qui n'a jamais eu de commencement ? Allons donc ! Fini le temps des esprits simples, où messieurs les curés font croire au Dieu distributeur d'âmes !

Voyez-vous ce Dieu habitant un paradis situé dans l'espace et qui, prenant une forme dans sa main, le lancerait à travers l'infini, en disant :

« Je te donne un corps pour une soixantaine d'années ; va sur la terre et sois un homme ! A ta mort (pardon, à la mort de ta chair) tâche de conserver ta couleur blanche indispensable pour que tu retrouves le chemin du paradis ! »

Allons donc ! Nous ne sommes pas des imbéciles, nous savons bien qu'une fois mort, nous ne serons plus que des charognes ! Et c'est pour cette raison que nous voulons vivre notre vie sur la terre et que nous ne voulons pas enraîter ces parasites qui, comme les poux, nous sucent le sang et vivent de nous ! — Mais tout ce que nous en dirons restera vain propos, jusqu'au jour de la Révolution !

Maurice BEAUDIMENT.

Comme dans la chanson

Vous vous souvenez de la chanson : « C'étaient deux amants, qui avaient pas beaucoup de galate » et de la conclusion en la personne des flics qui les arrêtaient sur le banc où ils s'embrassaient ?

Or, à Béziers, ce ne sont même pas deux amants que le chef de la Streté Valentin arrête sur un banc : c'est une jeune fille et un jeune homme qui se sont rencontrés là tout à fait par hasard et à qui il se permet de demander leurs papiers, à une heure un quart de l'après-midi...

Ils prenaient le soleil au lieu dit « place Jean-Jaurès », sans penser à mal, lorsque ce Valentin, flic sans pudore, survient et les interpellé grossièrement.

Mais le plus fort, c'est qu'il les obligea à se lever et à partir, les menaçant de ses foudres.

L'arbitraire policier n'a pas de limites et il n'y a que quelques bonnes leçons qui puissent mettre les flics à la raison !

Avec le Peuple tout entier !

Il faut déraciner cette théorie fausse, ce mancenillier social qu'on appelle « lutte de classes », et qui empoisonne tout le mouvement ouvrier depuis son origine.

Il n'y a pas de classes. Il y a, d'un côté, le capital exploiteur, de l'autre, le peuple tout entier !

Les libertaires ne sont pas faits pour aider telle ou telle catégorie d'artisans techniciens qui veulent relever d'un franc ou de deux francs leur salaire journalier.

Les libertaires sont avec le peuple, avec la confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, avec l'immense armée de ceux qui souffrent toujours, en dépit des succès individuels de telle ou telle corporation, de tel ou tel syndicat !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a trade union !

With the people, we are with the people, with the confédération générale des douleurs, des misères et des injustices, with the immense army of those who suffer constantly, despite the individual successes of such and such a corporation, of such and such a

A travers le Monde

ALLEMAGNE

LES HABITANTS DE COLOGNE PROTESTENT CONTRE L'OCCUPATION

Les habitants de Cologne ont élevé de véhémentes protestations contre la prolongation de l'occupation britannique, au cours des six meetings organisés, les autorités anglaises n'ayant pas autorisé une réunion unique.

Tous les orateurs déclareront que l'Allemagne avait perdu confiance dans la bonne volonté des alliés, et que le maintien de l'occupation de Cologne et de la Ruhr constituait un véritable crime que l'opinion mondiale devrait flétrir.

D'autre part, une grande manifestation avait été organisée avant-hier soir dans le grand amphithéâtre de l'Université de Berlin, également pour protester contre le maintien de l'occupation.

Peut-on s'étonner de ces protestations lorsque l'on considère l'attitude politique des alliés ? Ils devaient évacuer la Ruhr au début de janvier, et voilà que maintenant ça a changé, les troupes resteront là-bas.

Tous les capitalistes allemands vont avoir la partie belle pour prêcher le nationalisme et la haine des peuples, et préparer la guerre future.

ANGLETERRE

UN AEROPLANE S'EGRAVE SUR LE SOL

Un aéroplane est venu s'écraser hier matin sur le sol près de Chester. Par un hasard miraculeux, le pilote n'a été que légèrement blessé.

PROCHAINE GREVE DE MINEURS

La capacité des capitalistes ne connaît plus de bornes, mais les ouvriers ne se laissent pas faire. Heureusement,

Tous les mineurs du Derbyshire viennent de rejeter la demande des propriétaires de réduire les salaires de 70 %.

Tous les avis seront remis aux intéressés, et si le patronat persiste dans ses prétentions la grève commencera le 27 janvier.

Le nombre des mineurs affectés sera de 20.000, mais sans aucun doute 25.000 autres se joindront au mouvement.

M. S. Cook, président de la Fédération des Mineurs, déclare hier que les mineurs se trouvent en présence de la crise la plus grave dans l'histoire de leur organisation, et que la nationalisation était le seul remède à la ruine qui menace l'industrie houillère en Grande-Bretagne.

CANADA

LES TRAVAILLISTES ET LA MONARCHIE

Mme Snowden, femme de l'ancien chancelier de l'Echiquier dans le cabinet de Mac Donald, fait une tournée de conférences au Canada.

Comme on l'interrogeait sur ses sentiments à l'égard de la Monarchie, la contemporaine déclara :

" La classe ouvrière anglaise est reconnaissante à la Cour de Saint-James pour la courtoisie et la franchise avec lesquelles elle a traité les travailleurs quand ceux-ci ont été au pouvoir. Pourtant que le Labour Party soit intéressé dans la question de la famille royale, on peut dire qu'il n'y a aucun doute que le trône d'Angleterre repose sur des assises inébranlables."

Nous savions déjà que la royauté n'avait rien à craindre des socialistes. A. Thomas l'ayant déclaré à plusieurs reprises. Mais comment nos travailleurs peuvent-ils accorder leurs principes avec les principes monarchistes ?

Il est vrai qu'aujourd'hui, le socialisme se prépare à toutes les sautes.

Egypte

UNE MANIFESTATION EN FAVEUR DE ZAGHOUANI PACHA

Plus de trois cents étudiants de l'école d'ingénieurs de Dar-el-Alum ont manifesté dans la cour de la maison de Zaghouani Pacha. L'ex-premier ministre, qui avait l'air malade, a recommandé aux étudiants de retourner à leurs études et de s'y appuyer car, ajoute-t-il, " vous êtes mon armée et je veux que mes soldats soient bien instruits".

Un fort détachement de la police égyptienne, commandé par des officiers anglais,

assurait le service d'ordre devant la maison et la manifestation se déroula sans incident fâcheux.

Dans les cercles autorisés, on assure que le gouvernement, soutenu par l'empereur britannique, a l'intention d'interdire ces manifestations presque quotidiennes devant la maison de Zaghouani Pacha.

ETATS-UNIS

LA SUCCESSION DE M. HUGHES

Le poste de secrétaire d'Etat que vient d'abandonner M. Hughes a été confié, par le président Coolidge, à M. Kellogg, ambassadeur des Etats-Unis à Londres.

La grande presse américaine semble hostile au nouveau secrétaire d'Etat, déclarant que c'est un homme d'Etat de second ordre, incapable de conduire la politique étrangère d'un grand pays.

Pour le New-York Times, la nomination de M. Kellogg n'est que temporaire, étant donné l'âge avancé du nouveau secrétaire d'Etat et son mauvais état de santé, de toute façon, l'aurait obligé à abandonner l'ambassade de Londres.

" La seule conclusion à laquelle on puisse arriver, dit ce journal, est que M. Coolidge a résolu d'être son propre secrétaire d'Etat."

ITALIE

LES RESOLUTIONS DE MUSSOLINI

Le Conseil des ministres, au cours de sa réunion de ce matin, a approuvé un projet de loi qui oblige toutes les associations et tous les instituts existant dans le royaume à communiquer à la Stérelle générale leurs constitutions, leurs statuts, leurs règlements et coutumes intérieures, enfin, la liste de leurs membres.

Réformes

Au cours du même Conseil, il a été décidé que le gouvernement présentera à la Chambre deux projets de loi.

Le premier a pour objet d'autoriser le gouvernement à modifier la loi concernant la stérile publique. Le deuxième projet est destiné à autoriser le gouvernement à amender le Code pénal, la procédure et le Code civil.

Démission

On annonce la démission du sous-sécrétariat d'Etat aux Travaux publics, M. Scialoja, qui sera remplacé par le député Potrillo.

BELGIQUE

COLLISION DE TRAINS

Bruxelles, 12 janvier. — Ce matin, à Lanberbrugge, près de Gand sur la ligne de Gand à Terneuzen, par suite du brouillard, un train de voyageurs est entré en collision avec un train de marchandises. Un fourgon et deux voitures de 3^e classe du train de voyageurs ont été réduits en miettes. Vingtaine de voyageurs ont été blessés, dont deux très grièvement.

LEURS DIVIDENDES

— A Saint-Clair-du-Rhône (Isère), un ouvrier de l'usine de produits chimiques Progil, M. Marius Chaize, âgé de 36 ans, en voulant jeter un bac contenant deux mille litres d'acide sulphydrique, après avoir enlevé le couvercle de la cuve, tomba comme foudroyé par les émanations corrosives qui s'en dégagèrent. Tous les efforts du médecin, mandé en hâte, pour ranimer le malheureux, restèrent sans résultat.

— Le rieur Auguste Sampers, 52 ans, travaillant dans un chantier de construction de navires, sur un échafaudage de quinze mètres, a glissé et s'est écrasé sur le sol. État désespéré.

— Un ouvrier carrier du nom de Annibal, 34 ans, a été pris par un éboulement, aux carrières du Chambon (Corrèze) et a été tué sur le coup.

— Aux ardoisières d'Allasac (Corrèze), un bloc de schiste tombe sur la tête de l'ouvrier Chastanet et le tue.

En peu de lignes...

Philémon tue Baucis

Un septuagénaire nommé Merle, ancien menuisier, vivait depuis de longues années 176, rue de Charonne, avec son amie, Marie Huguet, 63 ans.

Que se passa-t-il entre les deux vieux, l'autre soir après avoir mangé la moitié d'une galette des Rois, dont l'autre moitié fut retrouvée sur la table ? Plusieurs coups de revolver retentirent soudain. Merle avait tiré sur Marie Huguet qui mourut pendant son transport à l'hôpital. Merle dut être ligoté dans sa chambre où il s'était barricadé avant d'être arrêté.

Le meurtrier n'a pas voulu révéler les motifs de son acte.

Un blessé mystérieux au bois

On a trouvé, hier matin, vers 3 h. 15, non loin de la porte Maillot, un homme gisant dans une flaque de sang, le crâne fracturé. C'est un ouvrier de 51 ans, demeurant 19 bis, rue Raymond-du-Temple, à Vincennes.

Le fils encaisse

En procédant sur la route aux constatations d'un accident d'automobile qui venait de se produire au carrefour de Montrouge, à Versailles, l'agent Charles Roger a été violenement serré entre deux autos qui passaient au même instant. Il est grièvement blessé.

Heureux Colomer !

Le moment où, pendant le déjeuner, chez un interpréte des usines Schneider au Creusot, M. Colomer, un plat de moules était servi sur la table familiale, une des filles de l'interrête trouva dans un mollusque une magnifique perle qui, sur estimation d'un bijoutier voisin, a été évaluée à 2.000 francs.

Découverte d'une habitation tragolytique

A Annemasse (Haute-Savoie), MM. Duinoyer, Herlig et Fellor, membres des sociétés géographiques, ont exploré la « Grotte infernale » où ils ont trouvé de nombreux outils en silex. Les trouvailles ont permis d'établir que la grotte en question, bien connue des géologues et des touristes, constituait anciennement une habitation tragolytique.

Deux forains tués par un train

Louis Chervier, 35 ans, et la veuve Durret, marchands forains à Moulin, traversaient la voie ferrée en gare de Souvigny, quand ils ont été tamponnés par un train qui devait les ramener à leur domicile. Tous deux ont été tués sur le coup.

Les chauffards

Pau, 12 janvier. — Le tribunal de première instance de Bayonne avait condamné à huit mois de prison et 1.000 francs d'amende l'automobiliste Elierie Barde, inculpé d'homicide involontaire et du délit de fuite. Sur appel, la cour de Pau a maintenu l'amende, mais a élevé à un an la peine d'emprisonnement.

Dans un ravin

Annecy, 12 janvier. — A Névy (Haute-Savoie), la famille de M. Jérémie Morel cultivateur, âgé de 42 ans, inquiète de ne pas voir rentrer celui-ci, qui était parti depuis plusieurs jours pour Péternes, prévenait ces jours derniers la gendarmerie. Les gendarmes, aidés d'une équipe de dévoués habitants de la région, ont fouillé les ravins avoisinants, et près d'un torrent qui se jette dans la Dranse on découvre au pied d'une falaise le corps, affreusement mutilé, du cultivateur.

On suppose que M. Morel, en regagnant niautamment son domicile, se sera égaré en suivant un sentier dangereux qui bordait le précipice.

Tombé d'un ascenseur

Metz, 12 janvier. — M. Israel Mortier, en traitement à l'hôpital de Sainte-Blanche, voulut regagner sa chambre, au troisième étage, en servant de l'ascenseur. La porte de l'appareil s'étant ouverte, le malheureux tomba du premier étage dans le vide. Il a été mortellement blessé.

Entre amis

Soirs, 12 janvier. — Les deux amis Pierre Reguillon et Malcoiffé, bûcheurs ensembles lorsqu'un soudain, ils se querellent pour un motif futile. Tous deux sortirent du débit, près de Barzy-le-Sec. Malcoiffé fit rapidement tomber à terre Reguillon et lui mit un genou sur la poitrine, mais ce dernier parvint à se dégager et planta son couteau dans le cœur de Malcoiffé. Son état est grave.

Trois wagons déraillent en gare de Toury (Eure-et-Loir)

Service de voie unique. Trois heures de retard.

— M. Buffas, 60 ans, rentrant chez lui, sa journée terminée, à Chevry (Ain). Mort instantanément.

— M. Félix Laiglelet, passait en auto à Villemesmes. Un agent des contributions indirec-

tions d'Aignay-le-Duc, qui était à bicyclette, se jette sous la voiture. Une jambe cassée et de graves blessures.

— Un motocycliste, M. Alfred Duplan, 25 ans, se jette contre un camion, à Héchais (Hautes-Pyrénées). Il meurt peu après.

vinrent à désarmer. Reguillon rentra chez lui, tandis qu'on emporta sa victime. Il a été arrêté.

On arrête

Vesoul, 12 janvier. — La gendarmerie a arrêté, à Champlite, le nommé Henri Millot, 41 ans, soupçonné d'être l'auteur de l'assassinat à Corlée (Haute-Marne), de Mme veuve Blanchard, une vieille femme de 80 ans.

200.000 francs de détournements

Nantes, 12 janvier. — René Desnoyers, 23 ans, représentant de commerce, recherché pour détournement d'une somme de 200.000 francs au préjudice d'une maison de fourrures parisienne, a été arrêté à Saint-Nazaire. Il conteste l'importance des détournements qui lui sont reprochés.

Des cambrioleurs se font prendre

Amiens, 12 janvier. — M. Toussart Ernest, comptable à Amiens, boulevard de Chateaudun, rentrant de voyage avec sa famille, surprit trois cambrioleurs dévalisant son habitation. Abandonnant le coffre-fort auquel ils venaient de s'attaquer, les trois voleurs tentèrent de fuir.

M. Toussart et son gendre saisirent ensemble l'un des intrus, qui sortit son couteau, mais fut désarmé.

Un autre cambrioleur voulut tirer des coups de revolver, mais son arme s'enraya.

Après une lutte acharnée, deux des cambrioleurs purent fuir, mais le troisième, terrassé, fut remis à la police.

Les trois voleurs, qui étaient vêtus correctement, paraissaient être venus de Paris pour leur opération. Celui qui est arrêté a été surnommé Fragnot Antonin-Joseph, 40 ans, soudeur autogène, 114, rue Oberkampf, à Paris. La presque totalité du vol (15.000 francs de bijoux et 7.000 francs de numéraire) fut retrouvée sur lui, ainsi que ses outils des cambrioleurs.

Quoique pincé en flagrant délit, Fragnot prétend audacieusement être étranger au cambriolage et refuse de désigner ses complices.

La douane saisit

En gare de Divonne-les-Bains (Ain), un important stock de billes de roulement, de provenance du Wurtemberg, est saisi par la douane.

Après le bal

Au cours d'une bagarre dans un dancing, 1, quai du Commerce, à Lyon, un danseur, Antoine Fournier, 23 ans, a frappé Mme Lenail. Le mari de celle-ci riposta par une gifle de revolver qui lassa grièvement l'agresseur à la tête.

Deux condamnés à mort graciés

Le président de la république a gracié les deux condamnés à mort des assises du Calvados, qui attendaient depuis trois mois la suprême décision à la prison de Caen.

C'est Brunet, qui assassina pour la voler une débitante de Saint-Omer, la Vve Hélène, et Lepage, l'assassin de Saint-Aubin-sur-Alget, qui tua à coups de revolver les dames Desamaison.

Un guet-apens

Bourges, 12 janvier. — Un marchand de bois de Saint-Florent, M. Michaud, payait ses ouvriers dans un café, quand on vint lui dire qu'on le demandait au dehors. Sortant, il fut assailli par plusieurs Polonais qui le frapperent de plusieurs coups de coude.

PARIS ET BANLIEUE

L'Action et la Pensée des Travailleurs

L'autonomie rénovera le syndicalisme

Qu'on veuille bien relire attentivement « L' Histoire des Bourses du Travail », par F. Pelloutier. C'est tout un programme de relèvement et d'émancipation des travailleurs qui y est exposé dans ses détails pratiques.

Les tâches du syndicalisme y embrassent toute la question sociale : non seulement la défense actuelle des conditions d'existence des travailleurs par les revendications, les grèves, l'organisation de la solidarité, le viaticum, le placement, etc., non seulement la conquête progressive et successive d'améliorations du sort des malheureux, mais aussi l'éducation technique, intellectuelle et morale du prolétariat, préparation efficace et pratique à la transformation sociale, préparation à l'organisation économique de la société par les groupements de producteurs, ou syndicats.

Pelloutier était l'initiateur, le guide et le reflet du vaste mouvement qui poussait à son époque le prolétariat organisé à marcher de l'avant.

La base de cette organisation était le syndicat : son noyau de résistance était la Bourse du Travail ou Union locale, organisme qui a permis au syndicalisme français de se débarrasser du corporatisme étroit, mesquin et impuissant, organisme qui permettait de placer tous les espoirs d'une révolution sociale en une organisation pratique et compétente.

A côté des luttes héroïques contre le patronat, on vit pousser des bibliothèques, cours techniques, universités populaires, conférences, édition de brochures éducatives et de combat, etc. En outre, le Comité de grève générale et les sous-comités existant dans chaque Union locale étudiaient fièreusement le problème de la transformation sociale au moyen des syndicats.

Si l'élément politique boudait, les anarchistes-syndicalistes apportaient à cette œuvre toute leur énergie, conséquence de leur idéal. On peut dire qu'ils donnèrent au syndicalisme français sa figure de seul parti vraiment révolutionnaire, « le parti du travail » d'Emile Pouget.

Ceux qui aujourd'hui brandissent la Charte d'Amiens contre les libertaires oublient qu'elle fut leur œuvre.

Hélas ! Quelques années après, ce mouvement d'émancipation se ralentit. Le centralisme, avec sa conséquence fatale, le fonctionnalisme, tuèrent peu à peu cette poussée merveilleuse. Les fédérations, et ensuite les U. D., créées par le congrès du Havre, d'abord simples organes de liaison et de propagande, tentèrent de devenir les centres directeurs.

Les cotisations demandées aux syndicats par centres grossirent d'année en année. Il fallait de l'argent, beaucoup d'argent, pour entretenir le nombre croissant des fonctionnaires. Naturellement, c'est au détriment de l'action et de l'initiative locales que ce centralisme s'amplifia.

Les syndicats et les unions locales aujourd'hui disposent de si faibles moyens matériels qu'ils ne peuvent plus guère rien entreprendre de sérieux.

Et, qu'on le veuille ou non, ce n'est jamais l'action des centres qui remplacera l'initiative locale. Elle est trop coûteuse et trop difficile à mettre en branle.

On a tué l'énergie locale, mais on ne l'a pas remplacée, ou tout au moins ce qui en tient lieu a un rendement beaucoup moins effectif.

Le syndiqué n'est plus guère qu'une machine à cotiser et à voter. Les destinées du syndicalisme ne reposent plus sur les chaunes et utiles discussions d'assemblées générales, passionnant tous les syndiqués, mais sur des combinaisons de congrès départementaux, fédéraux ou confédéraux.

Le syndiqué est aussi loin de sa C. G. T. que l'électeur du Parlement. Les mêmes méthodes ont amené les mêmes résultats.

Il faudra bientôt aux militants des C.G.T. un code spécial pour leur permettre de se retrouver dans les dédales de leur organisation.

Sur 1.000 syndiqués, il y en a 990 qui ignorent ou passent leurs cotisations, quelques engrenages de leur organisation et d'où partent les mots d'ordre qu'on lance de haut.

Et pourtant, que de choses ne pourraient-on faire si l'organisme local disposait de presque toutes les cotisations, se contentant de fournir aux besoins d'un organisme central de liaison et d'études.

Quelle puissance morale ne surgirait pas si les syndiqués reprenaient l'habitude des initiatives locales, si, au lieu de batailler pour s'emparer par surprise des bureaux des organismes, (besogne malsaine et mauvaise), si les tendances cherchaient seulement à réaliser mieux que les autres ! L'éducation est source de progrès et de perfectionnements. Le centralisme n'aboutit qu'à la dégénérescence et à l'impuissance.

L'autonomie que nous préconisons n'est pas seulement une position provisoire de lutte, mais surtout une tentative de rénovation morale du syndicalisme.

C'est du peuple travailleur lui-même, du sein même du prolétariat organisé, qui doivent partir les directives, les initiatives, les actions. Et ce n'est que par un retour à l'autonomie que les organisations ouvrières reprendront l'essor et de la vigueur.

G. BASTIEN.

Une nouvelle manifestation des jeunes P. T. T.

Le Central télégraphique de la rue de Grenelle, les jeunes ont de nouveau manifesté, hier, à midi, pour les « 500 francs ».

L'agitation a duré près de 30 minutes, de 11 h. 30 à 11 h. 50.

La brigade montante resta dans la cour du Central et fut rejointe par la brigade descendante.

Les cris de : « 500 francs ! 500 francs ! » montrent aux autorités stupéfiées que les jeunes sont décidés à lutter pour obtenir satisfaction, comme leurs aînés.

Malgré les interventions des contrôleurs de service et du chef du Central, en personne, l'effervescence continue et ne prit

fin que sur l'ordre des militants de la Jeunesse des P. T. T.

Quoique cette manifestation émanât directement de l'ensemble des jeunes du Central, le chef voulut, en frappant un militaire, essayer d'arrêter le mouvement.

Sous un prétexte quelconque, il choisit notre camarade Mouseau, militant syndicaliste, et le suspendit de ses fonctions.

L'Administration serait sage en rapportant cette mesure prise par le chef du P. C. dans un moment d'affolement, et aussi de donner les « 500 francs » aux jeunes fonctionnaires.

Les orthos du Chauffage central à l'œuvre

Le grand journal des masses (dit *l'Humanité*) avait, à grand renfort de tam-tam, pour le samedi 10 janvier, convié les monteurs en chauffage, plafonneurs et calorifugeurs à former un syndicat dissident. C'est avec anxiété que nous nous sommes rendus à cet appel, avec l'espérance de voir dorénavant la journée de huit heures respectée et faire augmenter les salaires.

Hélas ! naïfs que nous sommes, il fallut déchanter. Nos pourfendeurs de syndicalistes, retenus ailleurs à discuter les vingt et une conditions ou à tirer des plans sur le chauffage central à vapeur détenu pour le tombeau de Lénine, se sont abstenus de nous apporter la lumière moscovite et nous décrasser de cet esprit petit bourgeois que nous apprécions tant.

La grande salle de la Grange-aux-Belles leur avait été réservée à cet effet, mais les monteurs en chauffage, qui n'ont pas de temps à perdre à écouter ces salades russes, signifient par leur absence que ces grands révolutionnaires pouvaient rester à réchauffer les pieds de leur saint père Lénine. Seuls, trois pauvres orthos étaient venus chercher dans ce nouveau syndicat la route directe de la révolution des Krassine et autres Krassings en smoking.

Spérons que bientôt ils s'excuseront auprès des bons militants qui avaient sincèrement cru en leur valeur syndicale. Nous souhaitons les rencontrer dans les réunions syndicales, afin de démasquer leurs manœuvres scissionnistes et leur tremper le museau dans leur auge politicienne.

Pour le Conseil syndical des monteurs en chauffage, plafonneurs, calorifugeurs, fumistes.

Le secrétaire : L. Bredel.

LE SYNDICAT DU CHAUFFAGE ADHÈRE AU S. U. B.

Dans l'autonomie depuis longtemps, adversaire de la politique dans son sein, notre syndicat avait réussi à échapper à la subordination des politiciens. Cette position toute provisoire qui nous écartait des luttes fratricides ne pouvait nous laisser indifférent aux calamités déversées sur les militants du Bâtiment par les destructeurs du syndicalisme qui avaient reçu des ordres de Moscou pour abattre la dernière forteresse syndicale de France. Notre désir d'unité nous faisait un devoir de nous unir avec ses défenseurs, grossir les rangs de jeunes fonctionnaires, afin de démasquer et de subvenir à leurs besoins immédiats, tout comme leurs aînés !

Un tel cynisme est révoltant et bien digne de politiciens !

Reste à savoir si les intéressés accepteront cela sans protester. Nous en doutons quelque peu.

Déjà le mécontentement règne parmi eux.

Dans les P.T.T., au Central Télégraphique de la rue de Grenelle, les « jeunes facteurs boulistes » ont manifesté dans la journée de samedi.

Il ne fallut pas moins de l'intervention des militants de la Fédération des Jeunesse des P.T.T., pour qu'ils se décident à reprendre leur service, en attendant les démissions syndicales.

Cette agitation tend à agrandir, et risque de gagner tous les services.

Mais cela n'est pas suffisant.

Il faut que les jeunes de toutes les administrations de l'Etat et des services publics coordonnent leurs efforts pour obtenir satisfaction.

La Fédération des Jeunesse des P.T.T., d'accord avec la Fédération Postale Unique, a pris position sur ce point, et a décidé de mener une campagne vigoureuse au sein de l'administration.

Une délégation aura lieu auprès du ministre des finances, afin de lui soumettre les désiderats des jeunes fonctionnaires.

Il faut que la même initiative soit prise par toutes les organisations syndicales de fonctionnaires, instituteurs, indirectes, P. T. T., etc.

Il faut aussi que ces dernières prennent part à la campagne et fassent eux aussi l'action nécessaire auprès des pouvoirs publics.

Le temps presse, il faut agir de suite.

Si nous savons mener la lutte vigoureuse, si nous savons aussi nous unir étroitement dans cette action énergique, nous obtiendrons satisfaction.

Pour les cinq cents francs sans distinction de catégorie ni d'âge !

Pour la révision des salaires !

Tous debout ! Courage et nous vaincrons !

A TOUS LES JEUNES FONCTIONNAIRES

Alerte !

nous ne touchons pas les 500 francs

Le gouvernement et les chambres n'accordent pas l'allocation de 500 francs aux jeunes fonctionnaires des administrations de l'Etat !

Telle est la stupéfiante nouvelle que nous apprenons !

Voici d'ailleurs un extrait du cahier des crédits supplémentaires pour 1924, voté par les Chambres.

L'allocation exceptionnelle d'attente sera accordée aux fonctionnaires, agents et sous-agents de l'Etat, titulaires, permanents et temporaires, ainsi qu'aux militaires de carrière et aux ouvriers non rémunérés suivant les salaires régionaux, et qui, par suite, n'ont pas profité de majorations récentes.

Le bénéfice de l'allocation sera exclusivement réservé aux personnels en fonction le jour de la promulgation de la loi.

« Des taux réduits seraient appliqués à ceux des intérêts qui ne conservent pas toute leur activité au service de l'Etat, ou dont la rémunération pour telle cause spéciale à leur catégorie est inférieure au traitement de base des fonctionnaires. Il en serait de même, conformément aux précédents de 1919, pour les agents mineurs et pour ceux entrés au service de l'Etat à une date postérieure au 1^{er} juillet 1924. »

Le dernier paragraphe est assez explicite pour qu'aucun doute ne soit permis.

Ainsi les politiciens de gauche, excluent du bénéfice de l'allocation, toute une foule de jeunes fonctionnaires ; alors que sous le « Bloc National » en 1919, ces derniers ont touché intégralement les avances de 500 et 200 francs, sans distinction d'âge ni de catégories, allouées en attendant la révision de traitements.

Le gouvernement et les Chambres considèrent sans doute que les jeunes travailleurs de l'Etat n'ont pas le droit de manager, et de subvenir à leurs besoins immédiats, tout comme leurs aînés !

Un tel cynisme est révoltant et bien digne de politiciens !

Reste à savoir si les intéressés accepteront cela sans protester. Nous en doutons quelque peu.

Déjà le mécontentement règne parmi eux.

Dans les P.T.T., au Central Télégraphique de la rue de Grenelle, les « jeunes facteurs boulistes » ont manifesté dans la journée de samedi.

Il ne fallut pas moins de l'intervention des militants de la Fédération des Jeunesse des P.T.T., pour qu'ils se décident à reprendre leur service, en attendant les démissions syndicales.

Cette agitation tend à agrandir, et risque de gagner tous les services.

Mais cela n'est pas suffisant.

Il faut que les jeunes de toutes les administrations de l'Etat et des services publics coordonnent leurs efforts pour obtenir satisfaction.

La Fédération des Jeunesse des P.T.T., d'accord avec la Fédération Postale Unique, a pris position sur ce point, et a décidé de mener une campagne vigoureuse au sein de l'administration.

Une délégation aura lieu auprès du ministre des finances, afin de lui soumettre les désiderats des jeunes fonctionnaires.

Il faut que la même initiative soit prise par toutes les organisations syndicales de fonctionnaires, instituteurs, indirectes, P. T. T., etc.

Il faut aussi que ces dernières prennent part à la campagne et fassent eux aussi l'action nécessaire auprès des pouvoirs publics.

Le temps presse, il faut agir de suite.

Si nous savons mener la lutte vigoureuse, si nous savons aussi nous unir étroitement dans cette action énergique, nous obtiendrons satisfaction.

Pour les cinq cents francs sans distinction de catégorie ni d'âge !

Pour la révision des salaires !

Tous debout ! Courage et nous vaincrons !

R. M.

Au Havre

Vendredi soir avait lieu, au Cercle Franklin, une conférence contre toutes les guerres et tous les militarismes. Peu d'auditeurs se pressaient devant la tribune où débuta Louise Mallot du textile, en faisant un appel enthousiaste aux femmes présentes dans le but d'écartier de l'éducation des enfants en les insinuant dans les instants de violence.

Les masses « encollées » n'avaient pas cru devoir répondre à l'invite des Jeunesse syndicalistes ; la réunion, d'un caractère essentiellement éducatif, ne présentait pas suffisamment d'intérêt aux yeux de ces réformateurs. L'orthodoxe Gauthier, infatigable contradicteur, y assistait avec quelques fidèles.

Dans un exposé très substantiel, le jeune camarade Alliet, du Bâtiment, fit le procès des armées permanentes et volontaires. Analysant le caractère de l'armée en général, il montra que cette institution annihila chez l'homme toute faculté de penser, en fait un automate marchant par ordre, agissant sans conscience et dénué de tout esprit révolutionnaire. Madeleine Vernet, qui lui succéda, développa la nécessité de l'éducation individuelle, principalement dans un but pacifiste. La remarquable éducatrice de l'enfance sut nous apporter les moyens propres à faire de l'enfant un homme libre, dénué de tous préjugés et de tous dogmes.

Après elle, Gauthier, qui pourrait, avec profit, méditer l'histoire de Gamelin dans « Les Dieux ont soif », assuma la lourde charge de contredire les orateurs, en essayant de montrer la nécessité de l'armée rouge. Alliet lui opposa la thèse du fédéralisme, et Madeleine Vernet répondit aussi, en démontrant que l'armée, quelle qu'elle soit, ne pouvait être que le soutien d'un parti au pouvoir, c'est-à-dire

le G. BASTIEN.

N. B. — A cette réunion, les cartes de 1925 seront à la disposition des adhérents.

Charpentiers en bois. — Les charpentiers en bois, réunis le 11 janvier, Bourse du Travail, décident de faire une réunion corporative pour février et s'engagent à faire la propagande nécessaire pour la réussite de cette réunion.

Envoient leur salut fraternel et syndicaliste à tous les emprisonnés, et en particulier aux camarades Sacco et Vanzetti, victimes du capitalisme américain.

Se séparent au cri de : « Vive le syndicalisme révolutionnaire ! »

Le Conseil.

N. B. — Les conférences seront reprises dans un mois.

Le Conseil.

N. B. — A cette réunion, les cart